



# EESC Info

European Economic and Social Committee

A bridge between Europe and organised civil society

March 2022 | FR

Available Languages:

ES	BG	CS	DA	EN	DE	ET	FR	EL	GA	HR	IT	LV	LT	HU	MT
NL	PL	PT	FI	RO	SK	SL	SV								

## ÉDITORIAL



## La paix est la seule bataille qui vaille la peine d'être menée

**La guerre en Ukraine nous a brutalement rappelé l'objectif premier de la création de l'UE, à savoir le maintien d'une paix durable sur le continent. Nous avons malheureusement fini par l'oublier. À un moment donné, le récit européen fondé sur la paix a perdu de son attrait, en particulier pour les jeunes générations. Aujourd'hui, nous réapprenons que, selon les mots d'Albert Camus, «la paix est la seule bataille qui vaille la peine d'être menée» et que nous devons poursuivre nos efforts en vue d'apporter le changement là où il est nécessaire.**

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a ravivé le pire cauchemar du XX<sup>e</sup> siècle: la guerre sur le continent européen. L'intégrité territoriale d'un pays est à nouveau remise en question. Cette réalité s'accompagne d'un risque de famine et de génocide. L'agression russe va à l'encontre de tout ce qui est «européen» et de tout ce qui est «démocratique», ce que l'Europe ne peut tolérer et ne tolérera pas. La paix constitue le fondement même de l'Union européenne. Celle-ci repose sur la force du droit, et non le droit du plus fort.

Il y a dix ans, l'Union européenne s'est vu décerner le prix Nobel de la paix en reconnaissance des plus de 60 ans de paix, de réconciliation et de démocratie qu'elle a assurés. Elle se doit de préserver, et même de renforcer, son rôle de gardienne de la paix et de la démocratie sur le sol européen et au-delà.

Le principal enjeu pour l'Europe d'aujourd'hui est la guerre et ses conséquences: migrations, hausse de l'inflation, augmentation des prix de l'énergie et nécessité de se réarmer. Toutefois, les défis antérieurs, tels que la COVID-19, la lutte contre le changement climatique ou la construction de l'autonomie stratégique de l'Europe, n'ont pas disparu. Nous devons nous attaquer à tous ces problèmes et continuer à aider nos voisins, à savoir le peuple ukrainien. Dans ce contexte, je salue les conclusions du sommet informel de l'UE organisé à Versailles, qui reflètent les recommandations du CESE demandant la fin immédiate des actions militaires sur le sol ukrainien, la protection des populations restées sur place et des réfugiés qui ont fui le pays, ainsi que le renforcement de l'autonomie de l'Europe, notamment dans le secteur énergétique.

Nous vivons une période difficile, d'autant plus que nous restons marqués par la fatigue à l'issue de la COVID-19 et des récents confinements. Nous devons toutefois maintenir l'esprit d'unité actuel. Une chose est sûre selon moi: une démocratie résiliente tire sa force et sa vitalité de ce que les Grecs appelaient «demos», c'est-à-dire du peuple, qu'il s'agisse des employeurs, des travailleurs ou des citoyens au sens large. Nous ne pourrions bâtir notre avenir européen que dans l'unité.

Nous venons de retrouver le lien affectif et le sentiment d'appartenance au projet européen qui nous faisaient défaut il y a peu de temps encore. Ils portent un nom: LA PAIX.

**Christa SCHWENG**  
**Présidente du CESE**

# À VOS AGENDAS

31 mars 2022 – 1<sup>er</sup> avril 2022

## [Votre Europe, votre avis! Édition 2022](#)

31 mars 2022, Bruxelles (Évènement virtuel)

## [Conférence sur le thème «Les défis sanitaires de l'Union européenne dans le contexte de la pandémie»](#)

8 avril 2022, Bruxelles

## [Audition publique sur le thème «L'emploi des jeunes personnes handicapées»](#)

7 mai 2022, Bruxelles (Évènement virtuel)

## [Journée de l'Europe 2022](#)



S?AWEK KAMINSKI / GW

## [D'UKRAINE, SUR LA ROUTE DE...](#)

C'est grâce au travail héroïque que mènent sans relâche des journalistes, des photographes et des cameramen qui vont là où nous ne pouvons pas aller que nous voyons l'histoire tragique de l'Ukraine se dérouler sous nos yeux. L'un d'eux, le photographe polonais Sławek Kamiński, nous a envoyé les photos qu'il a prises à la frontière entre la Biélarussie et la Pologne, à Rzeszów et à Medyka-Chehyni.

Nous publions aujourd'hui la première de ces photos prises à la frontière polono-ukrainienne. Merci pour ces instants immortalisés par la caméra.

**Sławek Kamiński:** photojournaliste pour Gazeta Wyborcza. Lauréat de plusieurs prix et distinctions lors de concours prestigieux de photographie de presse. Lauréat du Grand Prix de la photo de l'année du grand concours de photo de presse 2019. Ses archives constituent un relevé exhaustif des changements politiques intervenus en Pologne au cours des 30 dernières années. Son œuvre a été publiée dans la plupart des journaux polonais ainsi que dans des organes de presse et des livres à l'étranger. Il a également participé à de grands projets publicitaires. Ses photos de presse sont visibles sur



## L'INVITÉ·E SURPRISE

**Chaque mois, dans notre rubrique «L'invité·e surprise», nous vous présentons une personnalité publique dont le travail et l'engagement sont perçus comme une source d'inspiration et dont le courage, la force de caractère et la détermination à agir ont valeur d'exemple.**

Dans le CESE *info* de ce mois-ci, nous mettons à l'honneur **Sławek Kamiński**, photographe au quotidien polonais *Gazeta Wyborcza*, qui partage avec nous les clichés qu'il a pris à la frontière ukraino-polonaise.

Des scènes similaires se reproduisent ailleurs, car les Ukrainiens traversent les frontières de plusieurs pays européens: la Pologne, la Hongrie, la Slovaquie, la Roumanie ou la Moldavie.

Bien que Sławek Kamiński soit un photographe expérimenté qui a souvent assisté à des tragédies humaines, il affirme avoir la gorge nouée à la vue des mères et enfants ukrainiens qui entrent en Pologne par Rzeszów, Przemyśl ou Medyka-Szezinie et disent adieu à leurs maris ou pères qui retournent en Ukraine pour se battre.

Tandis que nous sommes témoins de la tragique histoire qui se joue en Ukraine, le travail héroïque et obstiné des journalistes, cameramen et photographes comme **Sławek Kamiński**, qui se rendent dans des lieux inaccessibles pour nous, nous permet de comprendre la situation sur le terrain et l'adversité à laquelle les personnes vivant dans un pays en guerre doivent faire face. C'est grâce à eux que nous restons informés et pouvons nous mobiliser pour aider.

**Sławek Kamiński** est lauréat de plusieurs prix et distinctions reçus dans le cadre de prestigieux concours de photographie de presse. En 2019, il a remporté le grand prix «Photo de l'année» du concours *Grand Press Photo*. Cela fait plus de 30 ans qu'accompagné de sa caméra, il immortalise les changements politiques qui ont lieu en Pologne. Son travail a été publié par de nombreux organes de presse et dans de nombreux livres polonais et étrangers. Il a également participé à d'importants projets publicitaires. Ses photos de presse sont disponibles sur Wyborcza.pl et Reuters. (II/ehp)



## S?AWEK KAMINSKI: À LA FRONTIÈRE

**Le samedi 26 février 2022 à 5 heures, j'ai pris la route vers la frontière, très spontanément, en compagnie d'un collègue. L'invasion de l'Ukraine par la Russie avait commencé deux jours plus tôt.**

**Les voyages comme celui-ci sont le pain quotidien de tout photographe expérimenté, mais l'excitation est toujours au rendez-vous. Nous parcourons un bout de chemin dans le noir vers Przemyśl. Durant le trajet, nous tombons à court de carburant. Beaucoup de gens perdus, un léger sentiment de panique.**

On arrive enfin. Tout d'abord, le passage frontalier de Medyka. Énorme embouteillage, de nombreuses voitures en stationnement. Une foule de gens attendent des membres de leur famille et des amis.

Un premier groupe arrive. J'ai vu beaucoup de choses dans ma vie, mais cette scène me noue la gorge. De jeunes mères avancent. Chacune d'elles pousse un landau, traîne une valise ou tient la main d'un enfant. Elles se font aider par les gardes-frontières polonais. Elles sont émues.

Tout semble un peu différent de ce qui se passait il n'y a pas si longtemps à l'autre frontière. Ici, les nouveaux arrivants sont accueillis avec joie, les larmes aux yeux. Des amis ou des membres de la famille font monter ces jeunes femmes dans leur voiture. Elles sont désormais en sécurité. Non loin de nous, et même juste à côté, j'observe une foule de citoyens ukrainiens qui veulent retourner dans leur pays. Il s'agit majoritairement d'hommes. Ils sont prêts à combattre l'ennemi.

Ensuite, je me dirige vers le passage frontalier de Korczowa. Le soir, je rejoins la gare de Przemyśl et le point d'accueil installé à l'hypermarché.

Et ainsi de suite pendant trois jours.

Chaque fois, un tableau différent. Toujours plus de réfugiés, toujours plus de gens qui souhaitent aider. Et leur aide est utile. La situation semble être sous contrôle. Les magasins sont ouverts, il y a de l'électricité et, pour l'instant, le réseau téléphonique fonctionne partout. Des piles de vêtements et de victuailles s'amassent. Tout peut s'avérer utile. Mais les nouvelles provenant du front sont de plus en plus terribles.

Sur le chemin du retour, une longue colonne de véhicules militaires nous dépasse. L'heure est grave. Après tout, une véritable guerre fait rage juste de l'autre côté de la frontière.

Les réfugiés venant d'Ukraine affluent de plus en plus. Leur nombre a dépassé le million depuis longtemps.

La plupart d'entre eux s'en vont vers les grandes villes. Là-bas, ils vivent dans des gares, des stades et des centres d'accueil.



## «UNE QUESTION À ...»

Dans notre rubrique «Une question à...», **Javier Doz**, membre du CESE, répond à une question de CESE Info sur les principales tâches du groupe «Semestre européen», dont il est le président, pour l'année 2022.

***Le CESE: Vous êtes le président du groupe «Semestre européen». Quelles sont les tâches principales de ce groupe pour l'année en cours?***

---



## JAVIER DOZ: L'ACTIVITÉ DU GROUPE «SEMESTRE EUROPÉEN»

**Le groupe «Semestre européen» (GSE) compte 42 membres, une présidence composée de trois personnes — avec Luca Jahier (groupe III) et Gonçalo Lobo (groupe I) comme vice-présidents — et un secrétariat de trois personnes dirigé par Jakob Andersen et soutenu par une stagiaire. Sa structure est complétée par 27 délégations nationales tripartites, soit 39 conseillers supplémentaires.**

Le nom du groupe définit bien ses compétences: analyser la gouvernance économique de l'Union européenne, ses procédures et ses contenus, y compris les phases qui se déroulent au plan national, et émettre des avis. Parmi les différents documents qui composent les paquets d'automne et de printemps du Semestre, le GSE assure un suivi particulier de la stratégie annuelle en faveur du développement durable ainsi que des deux avis (initial et supplémentaire) que le Comité adopte chaque année sur cette stratégie. Le groupe tient cinq réunions annuelles, dont une est une conférence ouverte qui a lieu habituellement en mai ou en juin.

Le mandat actuel du GSE a débuté en pleine pandémie de COVID-19, et la réaction de l'Union - une combinaison de politiques monétaire et budgétaire expansionnistes et d'un plan de relance de 750 000 milliards d'EUR, financé par la dette européenne - suppose de procéder à un profond changement de paradigme en matière de politique économique par rapport à celui qui avait été adopté lors de la crise de 2008-2012. Depuis lors, l'activité du GSE consiste pour l'essentiel à analyser *NextGenerationEU* et les plans nationaux pour la reprise et la résilience correspondants (PNRR). Le rôle des délégations nationales du groupe, qui jouent un rôle fondamental dans l'élaboration des deux résolutions du CESE relatives aux plans de relance, s'en est trouvé renforcé. La première, adoptée par la session plénière de février 2021, porte essentiellement sur l'évaluation de la participation des organisations de la société civile (OSC) à l'élaboration des PNRR. Cette évaluation se base sur l'avis des délégations nationales et se présente sous la forme d'une enquête comportant cinq questions, et sur plusieurs débats nationaux. La résolution déplore qu'en dépit des dispositions du règlement relatif à la facilité pour la reprise et la résilience (FRR), la participation des OSC ait été généralement faible et de mauvaise qualité.

À l'heure actuelle, le GSE et ses délégations nationales préparent une nouvelle résolution qui sera examinée lors de la session plénière de mai, au cours de laquelle seront évalués le contenu des plans, leur incidence sur l'économie et la société et la participation des OSC à leur mise en œuvre. L'enquête élaborée pour l'occasion comporte 21 questions. Il sera également tenu compte des conclusions des rencontres qui ont eu lieu, telles que les deux conférences nationales organisées conjointement avec les CES nationaux dans les deux pays qui recevront le plus de fonds au titre de la facilité pour la reprise et la résilience: l'Espagne et l'Italie. Les principales évaluations des PNRR actuellement en cours de réalisation par les laboratoires de réflexion européens, ainsi que les données provenant de la task force pour la reprise et la résilience (RECOVER), seront utilisées comme cadre de référence.

À l'issue des travaux préparatoires de la deuxième résolution, le groupe se concentrera sur la réforme du Semestre européen et sur l'évaluation des besoins en investissement pour atteindre les objectifs du pacte

vert pour l'Europe et, en particulier, ceux nécessaires à la transition juste vers une économie verte neutre pour le climat à l'horizon 2050. La réforme des procédures du Semestre européen, qui est liée à la réforme du pacte de stabilité et de croissance, fera l'objet d'un débat lors de la prochaine conférence du GSE, qui se tiendra le 3 juin. Afin d'analyser les besoins d'investissement du pacte vert, le GSE proposera que la section ECO, conjointement avec la section NAT, organise une conférence au cours du dernier trimestre de l'année.

Je terminerai en signalant que dans les prochains mois le GSE examinera vraisemblablement les conséquences économiques de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et des sanctions que l'Union a adoptées pour marquer son opposition et faire pression afin que ce pays voisin, ce pays frère, retrouve sa souveraineté.

*Javier DOZ*

*Président du groupe «Semestre européen»*

---

## NEW PUBLICATIONS



### Droit au but

Dans notre rubrique «To the point», nous invitons les membres du CESE à mettre en évidence les points de l'avis qui leur semblent importants. Cette fois, nous avons demandé à Ozlem Yildirim de nous expliquer les enjeux qui découlent des liens entre la protection de l'environnement et les droits fondamentaux.

---



## Ozlem Yildirim: La reconnaissance du droit à un environnement sain comme un droit fondamental

Partant du constat que la dégradation de l'environnement et le dérèglement climatique ont une incidence directe et indirecte sur une série de droits fondamentaux (tels que le droit à la vie, le droit à la santé ou le droit à l'éducation), le CESE s'est penché pour la première fois sur cette interconnectivité évidente qui risque d'anéantir les progrès accomplis ces dernières décennies en matière de développement, de santé mondiale et de réduction de la pauvreté.

Le rapport d'information sur le thème «La protection de l'environnement comme condition préalable au respect des droits fondamentaux» a offert l'occasion d'aborder des questions cruciales, et notamment le droit à un environnement sain comme droit fondamental. En tant qu'auteur de ce rapport, je souhaite souligner que l'Agence européenne pour l'environnement (AEE) considère la pollution atmosphérique comme le

plus grand risque sanitaire environnemental en Europe. Cette pollution, qui met gravement en péril la santé humaine, entraîne également des coûts économiques considérables dans la mesure où elle entraîne une augmentation des dépenses médicales, une baisse de la productivité, notamment en raison des journées de travail perdues, et une diminution des rendements agricoles. Face à cette situation, nous nous réjouissons de l'émergence d'un nouveau droit de l'homme: le droit à un environnement sain, sûr et durable.

Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), ce sont quelque 1,2 milliard d'emplois (40 % de l'emploi mondial) qui dépendent d'un environnement sain. En raison du stress thermique, le nombre d'heures de travail dans le monde aura diminué de 2 % en 2030, ce qui représente 72 millions d'emplois. La pollution et la dégradation de l'environnement auront une incidence sur la productivité des travailleurs, leur santé, leurs revenus et la sécurité alimentaire.

C'est pourquoi le rapport d'information indique que «l'UE doit se poser en partenaire fiable sur la scène internationale en renforçant et mettant en œuvre une législation qui intègre une approche globale de l'action climatique et environnementale fondée sur les droits de l'homme afin d'orienter les politiques et mesures d'atténuation du changement climatique, tout en protégeant les droits de tous. En particulier, l'UE doit être cohérente et accorder davantage d'attention aux accords commerciaux».

Parmi toute une série de propositions visant à ce que les actions climatiques de l'UE soient centrées sur les droits fondamentaux, ce rapport préconise notamment l'adoption d'une stratégie interdisciplinaire précise et coordonnée ainsi que la nécessité de mener à son terme la procédure d'adhésion de l'Union à la CEDH. Enfin, le CESE demande l'adoption d'une législation européenne, connue sous l'appellation de «loi contre les poursuites stratégiques altérant le débat public», afin de lutter contre les procédures judiciaires abusives visant à réduire au silence les lanceurs d'alerte, journalistes, défenseurs des droits ou autres observateurs de la vie publique de manière à atteindre un niveau de protection élevé et uniforme partout en Europe.

**Ozlem Yildirim, membre du CESE et vice-président du groupe «Droits fondamentaux et état de droit»**

---

# NOUVELLES DU CESE

## Pas de sécurité pour l'Europe sans une Ukraine saine et sauve



Lors d'un débat spontané lancé par sa présidente, **Christa Schweng**, à l'occasion de sa session plénière de février, les membres du Comité économique et social européen ont condamné l'invasion de l'Ukraine que la Fédération de Russie a lancée en l'absence de toute justification ou provocation. Les participants ont exprimé leur solidarité avec le peuple ukrainien et appelé à prendre des actions fermes en cette période dramatique, au niveau de l'Union européenne comme à celui des États.

En ouverture du débat, la présidente **Christa Schweng** a insisté sur le caractère critique que cette situation présente pour l'Europe: «Aujourd'hui, nous avons été témoins d'une agression aux portes de l'Union. Cet acte constitue une violation flagrante du droit et des accords internationaux, y compris ceux de Minsk. En ces heures, nos pensées vont à l'Ukraine et à sa société civile, à ces femmes, hommes et enfants innocents, qui sont confrontés à cette attaque sans l'avoir aucunement provoquée et qui craignent pour leur vie. L'Europe doit se tenir aux côtés de l'Ukraine et de sa société civile», a-t-elle affirmé.

**Stefano Mallia**, le président du groupe des employeurs, a souligné: «Il va sans dire que l'Union européenne est unie dans sa volonté d'une action ferme. J'étais sur la place Maïdan, et le souvenir fort que j'en garde est l'immense désir de la société civile ukrainienne de faire partie de l'Europe, de faire partie de l'Union. Nous ne pouvons abandonner l'Ukraine. Nous devons être prêts à payer nous aussi un prix pour les efforts et les mesures à prendre».

**Oliver Röpke**, le président du groupe des travailleurs, a ajouté: «Il est temps pour nous de clamer notre opposition à cette situation et d'affirmer clairement que l'Europe ne l'acceptera jamais. Nous devons nous montrer unis, trouver la réponse à cette agression et nous tenir en pleine solidarité aux côtés du peuple ukrainien.

Dans le même esprit, **Séamus Boland**, président du groupe «Diversité Europe», a exprimé son soutien en ces termes: «Nous sommes au bord d'un précipice et devons tendre la main aux organisations de la société civile en Ukraine. L'UE doit avant tout rester soudée et se montrer solidaire avec ses voisins.»

Le président de la section «Relations extérieures» du CESE, **Dimitris Dimitriadis**, a déclaré quant à lui: «Le CESE s'efforcera de continuer à soutenir la société civile ukrainienne grâce à ses canaux bien établis, comme la plateforme de la société civile UE-Ukraine, et à ses contacts bilatéraux». (at)



## Politique industrielle: la durabilité doit aller de pair avec la compétitivité et l'autonomie stratégique

**L'Union européenne doit réévaluer les priorités de sa politique industrielle à la lumière de la pandémie et du conflit à la frontière orientale de l'Europe. Tel est le message qui ressort de la conférence sur le thème «Un avenir durable pour l'industrie européenne» organisée par le Comité économique et social européen le 4 mars 2022 en coopération avec la Commission européenne et la présidence française du Conseil de l'Union européenne.**

En ouverture de la conférence, **Christa Schweng**, présidente du CESE, a souligné en ces termes la nécessité d'une approche coopérative pour façonner la politique industrielle de l'Union: «Pour construire un avenir durable pour l'industrie européenne, nous devons travailler en partenariat avec les secteurs industriels, les pouvoirs publics et les partenaires sociaux. Ce faisant, nous ne devons laisser personne de côté».

Alors que l'Union européenne continue de faire face aux conséquences de la crise de la COVID-19, les événements dramatiques en Ukraine ont choqué le continent. **Margrethe Vestager**, vice-présidente exécutive de la Commission européenne, a déclaré: «Les industries européennes doivent réduire leur dépendance unilatérale à l'égard d'autres pays. Nous devons également protéger le marché unique des influences extérieures, qu'elles s'exercent sous la forme de subventions étrangères génératrices de distorsions ou par des tentatives de coercition de la part de gouvernements étrangers.»

La plupart des intervenants voient dans le conflit un argument de poids pour continuer à plaider en faveur d'objectifs écologiques, même si certains disent estimer que les circonstances exigent une redéfinition de nos objectifs «verts», voire envisagent un retour au charbon en Europe. «De nouveaux facteurs émergents, tels que l'inflation, la dette, la défense et l'énergie, modifient complètement la stratégie industrielle que nous devons poursuivre. L'autonomie stratégique et la défense doivent être notre nouvel impératif», a martelé **Carlo Calenda**, député européen.

**Thomas Courbe**, directeur général des entreprises au ministère français de l'économie, des finances et de la relance, estime en outre que la transition vers l'énergie durable offre une occasion de moderniser les fondements de l'industrie européenne. La double transition doit favoriser des conditions de création d'emplois équitables et socialement justes, conformément au principe consistant à ne laisser personne de côté. «L'objectif devrait être de réduire autant que possible les émissions de gaz à effet de serre au moindre coût socio-économique possible», a expliqué **Sandra Parthie**, rapporteure du CESE sur

[style="color:blue">la mise à jour de la nouvelle stratégie industrielle.](#)

Enfin, **Thierry Breton**, commissaire européen chargé du marché intérieur, a rappelé qu'en ces temps de tensions géopolitiques croissantes, il importe d'encourager le développement d'une vision cohésive de l'Union européenne et de ses industries. (gb/dm)



## [L'agression russe en cours contre l'Ukraine plaide en faveur d'un nouveau renforcement du projet européen](#)

**Le Comité économique et social européen (CESE) vient de tenir une conférence intitulée «[Façonner l'Europe ensemble](#)». L'objectif de cette conférence, organisée en ayant en ligne de mire la conclusion de la conférence sur l'avenir de l'Europe, était de parachever le travail accompli jusqu'à ce jour par le Comité et de débattre de la situation actuelle, des défis et des ambitions pour les années à venir.**

**Christa Schweng**, présidente du CESE, a ouvert le débat en évoquant les événements historiques qui se produisent en Ukraine et en répondant à la question posée en ouverture, qui consistait à savoir si le moment était bien choisi pour s'interroger sur l'avenir de l'Europe.

«Alors que nous assistons à cette agression contre l'Ukraine et contre son peuple, nous comprenons qu'il est urgent de renforcer le projet européen et les valeurs fondamentales de l'Europe, que sont la paix, la liberté et la démocratie», a déclaré **M<sup>me</sup> Schweng**.

Elle a souligné l'importance de cet événement qui nous permet aussi d'éprouver concrètement où nous en sommes et de mesurer le chemin parcouru au fil des derniers mois.

Le CESE a mené toutes sortes d'initiatives et d'événements de sensibilisation dans tous les États membres pour garantir une représentation équilibrée, et associer les employeurs, les travailleurs et l'ensemble de la société civile organisée, et nous transmettrons leurs points de vue à la conférence sur l'avenir de l'Europe. Le Comité a aussi adopté une résolution sur [«Un nouveau récit pour l'Europe»](#) et publié plusieurs idées sur la plateforme en ligne de la conférence.

Dans son allocution de clôture, **Clément Beaune**, secrétaire d'État chargé des affaires européennes auprès du ministre français de l'Europe et des affaires étrangères, a déclaré: «*La mise en œuvre des propositions des citoyennes et des citoyens nécessitera moult débats et décisions institutionnelles, et il appartiendra au CESE de jouer pleinement son rôle de veilleur pour s'assurer que les décisions prises répondront bel et bien à vos attentes*».

Le CESE a été extrêmement actif dans la conférence sur l'avenir de l'Europe par le truchement de son groupe ad hoc, en sa qualité d'observateur au sein du bureau exécutif de la conférence, et encore en tant



## Sur cette longue route qui mène vers l'égalité entre les femmes et les hommes, c'est ensemble qu'il nous faut avancer

**La conférence qui s'est tenue le 8 mars dernier sur le thème «Les femmes sur le marché du travail», organisée par le CESE à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, a été assombrie par la guerre. Les participants et les participantes ont rendu hommage aux femmes ukrainiennes dont la force, le courage et la résilience forcent l'admiration.**

Dans son allocution d'ouverture, **Christa Schweng**, présidente du CESE, a évoqué les femmes et les filles ukrainiennes, qui sont aujourd'hui forcées de quitter leur pays, et qui se trouvent exposées à un risque accru de violence.

Prolongeant son propos, **Maria Nikolopoulou**, présidente du groupe ad hoc sur l'égalité et membre du CESE, a déclaré: «Des femmes, des mères, des compagnes sont bloquées dans une zone de guerre, beaucoup d'entre elles prennent les armes pour combattre, d'autres tentent d'échapper à l'atrocité des attaques. Nous joignons nos voix à celles des sociétés civiles qui réclament la fin de la guerre dans tous les pays».

La pandémie de COVID-19 n'a fait qu'approfondir l'écart entre les hommes et les femmes en matière d'emploi, et elle a également contribué à une recrudescence de la violence et du harcèlement au travail.

**Helena Dalli**, commissaire à l'égalité, a annoncé que la Commission européenne entendait présenter une proposition de directive sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique qui serait contraignante pour tous les États membres.

En ce qui concerne le secteur de l'intelligence artificielle, les femmes ne représentent que 16 % de la main-d'œuvre, ce qui laisse tout le loisir aux 84 % d'hommes de prendre seuls toutes les décisions et d'imposer leur prééminence. «*Si les femmes sont absentes de ces secteurs, cela signifie que c'est le monde nouveau dans son entièreté qui sera taillé sur mesure par des hommes et reflétera leurs éventuels préjugés*», a déclaré M<sup>me</sup> Schweng. (at)

---



## Première édition des Prix européens du bio

En cette année 2022, le Comité économique et social européen (CESE) organisera la première édition des [Prix européens du bio](#) conjointement avec la Commission européenne, le Comité européen des régions (CdR), le COPA-COGECA et IFOAM Organics Europe, dans le but de reconnaître l'excellence et de récompenser les acteurs les plus performants et les plus innovants de la chaîne européenne de valorisation du bio.

Les Prix européens du bio (#EUOrganic awards) portent sur sept catégories et décernent huit prix d'**excellence en matière de bio**:

1. meilleur agriculteur et meilleure agricultrice biologique,
2. meilleure région biologique,
3. meilleure ville biologique,
4. meilleur biodistrict,
5. meilleure PME biologique,
6. meilleur détaillant de produits bio,
7. meilleur restaurant biologique.

Le [CESE](#), qui plaide depuis des années en faveur d'une politique alimentaire plus durable et plus globale dans l'Union, sera responsable de trois prix: la meilleure PME biologique, le meilleur détaillant de produits bio et le meilleur restaurant biologique. Le formulaire de candidature est disponible [ici](#).

**Les candidatures en ligne seront ouvertes du 25 mars au 8 juin 2022 et seront accessibles [ici](#).**

Une cérémonie sera organisée à l'occasion de la [Journée européenne du bio](#), le **23 septembre 2022**, au cours de laquelle les lauréats présenteront leurs projets innovants et se verront allouer une récompense non financière.

### Informations contextuelles

La Commission a fixé pour objectif de porter à 25 % la surface agricole de l'UE consacrée à l'agriculture biologique d'ici à 2030. À cette fin, elle a adopté le [plan d'action en faveur du développement de la production biologique](#) en mars 2021. L'idée dominante de ce plan d'action est que, pour stimuler la production et la consommation biologiques, il est essentiel de veiller à une sensibilisation accrue du public à leurs caractéristiques et à leurs avantages. Le plan prévoit donc, parmi les stratégies permettant d'atteindre cet objectif, d'octroyer des prix annuels. (mr)

---



## Session plénière du CESE: le principal danger qui menace la transition climatique: attendre qu'il soit trop tard

Lors de sa session plénière du 24 février, le Comité économique et social européen (CESE) a présenté son avis intitulé [«Ajustement à l'objectif 55»: atteindre l'objectif climatique de l'UE à l'horizon 2030 sur la voie de la neutralité climatique](#). Le CESE a avancé des propositions concrètes pour contribuer à accélérer la transition énergétique afin de permettre à l'Union européenne de réduire ses émissions nettes de gaz à effet de serre d'au moins 55 % d'ici à 2030.

La réalisation des objectifs révisés d'ici à 2030, tels que proposés dans le paquet «Ajustement à l'objectif 55», aura une incidence inégale sur les régions, les groupes de population et les particuliers dans toute l'Europe.

En vue de répondre à ces préoccupations, le CESE recommande à la Commission européenne de cartographier de manière détaillée les conséquences de la transition sur l'emploi et les compétences dans les

différents pays, régions et secteurs, y compris sur les sous-traitants et les chaînes de valeur situées en aval.

Nous devons adopter un modèle qui nous conduise vers une économie prospère, durable et compétitive. C'est la raison pour laquelle le CESE recommande que toutes les propositions législatives présentées dans le cadre du paquet «Ajustement à l'objectif 55» fassent l'objet d'un contrôle de compétitivité qui permettra de bien comprendre toutes les implications de ces législations pour les entreprises.

Les partenaires sociaux et les principales organisations de la société civile ont un rôle essentiel à jouer, et il convient de les associer aux phases de planification et de mise en œuvre du paquet «Ajustement à l'objectif 55».

C'est pourquoi «le CESE encourage la création de **commissions tripartites chargées de la transition juste**, afin de permettre aux collectivités territoriales, aux partenaires sociaux et aux organisations de la société civile de participer à la mise en œuvre des plans nationaux et régionaux de transition juste», a indiqué **M. Lohan**.

La lutte contre le changement climatique aura des effets considérables sur les plans financier, social et environnemental. «C'est pourquoi nous devons veiller à ce que le paquet "Ajustement à l'objectif 55" soit un puissant tremplin plutôt qu'un obstacle pour parvenir à une économie européenne à zéro émission nette d'ici à 2050», a précisé **M. Mallia**. (mr)



## Les mesures prises pour lutter contre la pandémie de COVID-19 sont exceptionnelles et ne doivent pas compromettre les valeurs européennes communes

Les mesures d'urgence prises par les pouvoirs publics dans des circonstances exceptionnelles doivent toujours être strictement proportionnées, clairement limitées dans le temps et faire l'objet d'un suivi étroit. S'exprimant devant l'assemblée plénière du CESE le 23 février 2022, **Christa Schweng**, la présidente du Comité, et **Věra Jourová**, la vice-présidente de la Commission européenne chargée des valeurs et de la transparence, ont pris une position ferme.

Se référant à la crise de la COVID-19 et à l'état d'urgence que de nombreux États membres de l'UE ont décrété pour protéger la santé publique et qui a conduit à restreindre une série de libertés et de droits

fondamentaux, **M<sup>me</sup> Schweng** a déclaré: «La pandémie est un test de résistance pour nos sociétés et nos démocraties. Le CESE estime qu'il est essentiel de suivre la situation de près du point de vue des droits fondamentaux, de l'état de droit et de la démocratie. Nous avons plus particulièrement prêté attention à la voix des acteurs de la société civile s'agissant des conséquences et des défis liés à la crise ainsi que des stratégies pour en sortir. L'UE doit sortir de la crise de la COVID-19 en renforçant ses valeurs communes.»

**M<sup>me</sup> Jourová** a souligné que la pandémie de COVID-19 a montré de manière éclatante à quel point nos droits fondamentaux et nos valeurs démocratiques sont essentiels dans notre quotidien et qu'ils ne peuvent être considérés comme acquis une fois pour toutes: «Un enseignement important tiré de la crise sanitaire est que les mesures requises pour combattre la pandémie ne doivent pas être prises au détriment du respect des valeurs démocratiques et des droits fondamentaux. Nous devons faire preuve de vigilance et défendre nos droits fondamentaux et nos valeurs communes, lesquels doivent être au cœur de notre réaction à la COVID-19.»

La position du CESE concernant les conséquences de la COVID-19 sur les droits fondamentaux et l'état de droit dans l'ensemble de l'UE et sur l'avenir de la démocratie figure dans [l'avis](#) présenté par le groupe «Droits fondamentaux et état de droit» du CESE et élaboré par **José Antonio Moreno Díaz** et **Cristian Pîrvulescu**. Dans le document adopté en session plénière, le Comité souligne que les mesures spéciales visant à faire face à la crise de la COVID-19 devraient rester exceptionnelles et limitées dans le temps, et qu'elles ne sauraient aller à l'encontre de l'état de droit ni mettre en péril la démocratie, la séparation des pouvoirs et les droits fondamentaux des citoyens européens. (mp)

---



## La transition verte dans le transport par voie d'eau doit prendre en compte la santé des personnes

**Le verdissement des transports maritimes et fluviaux doit impérativement prendre en compte la santé et la qualité de vie des populations vivant à proximité des axes de navigation ou des ports. Tel est le message principal de l'avis du CESE élaboré par Pierre Jean Coulon, qui a été adopté lors de la session plénière de février du Comité.**

Dans ce document, le CESE aborde la dimension sociétale des questions liées au transport maritime au niveau local et régional en formulant des recommandations qui sont essentielles à la future valorisation de l'économie bleue, et en complétant les conclusions de deux autres avis qu'il a adoptés récemment: [FuelEU Maritime](#) (TEN/751) et [NAIADES III](#) (TEN/752).

S'exprimant en marge de la plénière, **M. Coulon** a déclaré: «Nous avons besoin d'une approche innovante et durable qui combine objectifs environnementaux et objectifs de santé. En matière de transport maritime, une coopération étroite avec toutes les parties prenantes du pôle maritime et de la chaîne d'approvisionnement est nécessaire pour atteindre cet objectif à terme. De même, une étroite coopération est nécessaire pour garantir les avantages évidents de la création de terminaux intermodaux, permettant le développement du transport par voies navigables dans les villes et contribuant à améliorer la qualité de vie.»

Le transport maritime représente environ 75 % du transport de marchandises dans l'UE. Il est donc extrêmement important de trouver un équilibre entre les aspects économiques, sociaux et environnementaux au moyen d'une approche intégrée. Les autorités portuaires, les collectivités territoriales et les acteurs du transport doivent travailler de concert pour repenser les liens entre la ville, les ports et les modes de transport.

Parmi les autres préoccupations qui doivent être abordées figurent la formation du personnel, les perspectives d'emploi, l'inégalité de traitement entre les hommes et les femmes et les changements profonds induits par la numérisation et l'automatisation du travail. (mp)

---



## Pour le CESE, l'Union européenne doit se doter d'un cadre économique axé sur la prospérité

**Le CESE et la DG ECFIN ont organisé une conférence en ligne sur le cadre de gouvernance économique de l'UE dans le contexte du débat public mené à ce sujet. Cet événement visait à associer la société civile dans l'optique de parvenir à un consensus quant à l'avenir du cadre de gouvernance économique.**

Dans son discours d'ouverture, **Christa Schweng**, la présidente du CESE, a déclaré: «Plutôt qu'un retour à la normale, nous préconisons de faire le choix d'un cadre de gouvernance économique révisé et rééquilibré, axé sur la prospérité.» Elle a aussi insisté sur la nécessité d'associer toutes les principales parties prenantes, y compris les organisations de la société civile. **Paolo Gentiloni**, le commissaire chargé de l'économie, a poursuivi: «Parvenir à un consensus avant 2023 ne sera pas une tâche facile, mais nous devons saisir cette occasion

unique d'harmoniser nos règles budgétaires sur notre ambition d'une croissance forte, durable et inclusive en Europe.» **Margarida Marques**, députée au Parlement européen, a ensuite présenté le rapport du PE sur le réexamen du cadre législatif macroéconomique, présentation qui a été suivie d'une table ronde. La dernière partie a été consacrée à la façon dont un cadre de gouvernance économique renouvelé pourrait résoudre le problème du déficit d'investissement pour réaliser la double transition. **Dominika Biegan**, la rapporteure du CESE, a présenté son avis d'initiative sur le thème «Repenser le cadre budgétaire de l'Union européenne pour une reprise durable et une transition juste». (tk)

---



## Nouveau directeur à la direction de la communication et des relations interinstitutionnelles du CESE (direction D)

**Alexander Kleinig** est le nouveau directeur de la direction de la communication et des relations interinstitutionnelles du CESE (direction D) M. Kleinig a commencé sa carrière au Parlement européen en 1996 en tant qu'administrateur à la commission de l'emploi et des affaires sociales. En 2005, il a rejoint la direction générale de la communication du Parlement européen (DG COMM) en tant que gestionnaire de projet pour le centre des visiteurs, et il a lancé et géré le Parliamentarium entre 2011 et 2018.

«Je suis impressionné par le niveau de qualité des débats et le professionnalisme du personnel du Comité. Partout où je vais, je rencontre des collègues engagés, fiers de leur travail et enthousiastes. Je suis également sincèrement touché par l'accueil amical que m'a réservé le personnel de la direction D. Je voudrais saisir cette occasion pour remercier ma prédécesseure, M<sup>me</sup> Eleonora Di Nicolantonio, qui a si bien géré la direction par le passé.»

## NOUVELLES DES GROUPES



### L'éveil d'une nouvelle Europe

par **Stefano Mallia**, président du groupe des employeurs du CESE

«**Nous sommes endormis jusqu'à ce que nous tombions amoureux!**», a écrit avec brio Léon Tolstoï dans son chef d'œuvre éternel «Guerre et paix».

**Vladimir Poutine** aurait dû parcourir les écrits de son compatriote pour comprendre que l'Europe était peut-être endormie lorsque la Russie a annexé la Crimée mais qu'un continent uni, qui a souffert de deux guerres mondiales sur son sol, ne pouvait pas rester indéfiniment assoupi.

Que s'est-il passé? L'Europe s'est prise d'amour pour l'Ukraine et est sortie de sa torpeur. Ce que nous avons vu ces derniers jours, c'est un continent séduit par un pays qui lutte contre une agression pour défendre son droit à l'autodétermination, sa liberté et ses valeurs démocratiques.

Immédiatement après le début de l'invasion russe, l'UE a pris des mesures qui étaient encore inimaginables il y a à peine quelques mois. La guerre en Ukraine fait ressortir l'humanité de l'UE et de ses citoyens, qui font passer la liberté et la paix avant leurs intérêts et le commerce.

À la vitesse de la lumière, l'Union européenne a adopté le plus grand train de sanctions de son histoire, frappant le système financier russe, ses industries de haute technologie et son élite corrompue. Ces sanctions pèseront lourdement sur l'économie russe et sur le Kremlin. Elles auront également un coût pour l'économie européenne.

L'éveil de l'Europe se manifeste à travers tout le spectre politique. Si l'Europe veut continuer à vivre en paix, elle doit enfin construire une politique étrangère forte et une politique de défense commune. Le tabou est tombé suite à l'apparition d'une nouvelle guerre sur notre continent.

L'UE avait besoin de renouer avec son désir de paix pour pouvoir poursuivre la mise en œuvre de sa vision. Au lieu de diviser l'Europe, M. Poutine nous a tous unis pour mener à bien cette mission.

Lire l'article dans son intégralité: <https://timesofmalta.com/articles/view/the-awakening-of-a-new-europe-stefano-mallia.938838> (dv/kr)



## Journée internationale des femmes, édition 2022

**Par Maria Nikolopoulou, membre du groupe des travailleurs du CESE**

**Cette année, la commémoration de la Journée internationale des droits des femmes a été marquée par la pandémie de COVID-19 et par la guerre en Ukraine. Ces deux événements montrent clairement que les droits des femmes s'effondrent en période d'instabilité politique, sociale et économique.**

Il a été constaté que les travailleuses ont été plus fortement touchées par les pertes d'emploi au cours de la pandémie, qu'elles ont été inégalement affectées du point de vue de l'équilibre entre vie professionnelle et vie familiale tout en travaillant à distance, et que la violence intra-familiale a augmenté pendant les confinements. Les inégalités structurelles qui existaient avant la pandémie ont été exacerbées.

La guerre a redistribué les priorités, et la lutte pour la survie est devenue prioritaire. Les femmes vont souffrir tant physiquement que psychologiquement dans leurs divers rôles de mères, de soignantes, de

travailleuses, de combattantes, de réfugiées, et elles n'auront pas d'autre choix que continuer de résister et d'avancer.

Le mouvement syndical et le groupe des travailleurs du CESE ont la volonté et le devoir de témoigner de leur solidarité avec toutes les femmes dont la survie et les droits sont actuellement menacés. Les femmes du monde entier doivent s'unir pour rétablir la paix et construire un avenir juste et prospère pour tous.



## Les organisations de la société civile de l'UE-27 appellent à une action climatique immédiate menée sous leur égide

par le groupe «Diversité Europe» du CESE

**Des organisations de la société civile venues de toute l'Europe et rassemblées en conférence à Paris ont lancé un appel en faveur de transitions climatique et énergétique qui soient justes, équitables et inclusives, et qui fassent participer les citoyens, les organisations de la société civile, et tout particulièrement les jeunes.**

Elles estiment que le dialogue, la coopération et la coordination à tous les niveaux constituent une condition préalable du succès et que des investissements majeurs s'imposent pour préparer les plans d'urgence et s'adapter au changement climatique et à la transition énergétique. Il

convient tout autant d'accroître des ressources financières durables adossées à des engagements forts des pouvoirs publics, des entreprises, de la société civile et des citoyens, que de favoriser une énergie renouvelable, abordable et produite sur place, ainsi qu'une consommation efficace.

Le groupe «[Diversité Europe](#)» du CESE a organisé cette **conférence hybride** intitulée «[Le changement climatique et la transition énergétique](#)» le 2 mars, dans les locaux de l'Académie du climat. Cet événement a traité des multiples facettes de ce sujet, ainsi que de leurs interactions, notamment ses dimensions sociale et géopolitique, le rôle de la publicité et les comportements des citoyens, ainsi que les actions menées aux échelons local, national et européen.

**Séamus Boland**, président du groupe «Diversité Europe» a ouvert la conférence en mettant l'accent sur la nécessité urgente d'agir efficacement et immédiatement en matière de changement climatique et de transition énergétique, notamment au vu du rapport sur le changement climatique qu'a publié le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) des Nations unies la veille même de la conférence. «Le changement climatique et la transition énergétique sont une question urgente qui nous concerne tous. Comme pour la paix, c'est notre avenir commun qui est en jeu. Ce sont nos valeurs et notre humanité qui sont en jeu. Aussi nous faut-il nous y attaquer, même en cette période tourmentée», a-t-il déclaré.

**M. Boland** a souligné le rôle central joué par la société civile dans la stimulation et le maintien de la dynamique en matière d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à celui-ci parmi les communautés et les citoyens. Il a fait valoir que...

Pour en savoir plus: le communiqué de presse complet sur la conférence du groupe «Diversité Europe» est disponible à l'adresse suivante: [Les organisations de la société civile de l'UE-27 appellent à une action climatique immédiate menée sous leur égide | Comité économique et social européen \(europa.eu\)](#).

Les biographies des conférenciers et la galerie de photos se trouvent à l'adresse suivante: [Le changement climatique et la transition énergétique | Comité économique et social européen \(europa.eu\)](#)

---

## SOON IN THE EESC/CULTURAL EVENTS



### Les manifestations culturelles du CESE

**L'édition 2022 de la conférence des acteurs de l'économie circulaire et la Journée internationale des droits des femmes ont été célébrées à travers différentes expressions culturelles.**

Un magnifique spectacle musical a été proposé le 2 mars par le trio de percussions international **TrashBeatz**, un groupe qui fait de la musique avec des déchets. Leur slogan: «réduire, réutiliser et recycler ses déchets», correspondait parfaitement à la thématique de la conférence des acteurs de l'économie circulaire de cette année. Si vous avez manqué cette représentation, vous pouvez encore la [regarder en ligne](#).

Le CESE a accueilli une performance artistique intitulée [«...parce que je suis une femme?»](#), réalisée par la jeune et talentueuse artiste polonaise

Patrycja Alenkuć. La vidéo présentait une prestation de danse accompagnée d'un récit. Par ce concept, l'artiste a mis en lumière la résilience des femmes, bien qu'elles ne soient pas suffisamment soutenues, indépendamment de leur âge, de leur classe sociale, du pays dans lequel elles vivent, de leur profession ou d'autres facteurs. La vidéo «...parce que je suis une femme?» a été l'un des temps forts de la conférence du CESE sur le thème «Les femmes sur le marché du travail», en permettant de conclure cette journée sur une note artistique. (ck)

---



## Édition 2022 de «Votre Europe, votre avis!»

L'édition 2022 de la manifestation dédiée à la jeunesse «Votre Europe, votre avis!» se déroulera entièrement en ligne les 31 mars et 1<sup>er</sup> avril 2022. Le sujet sur lequel les élèves débattront s'intitule «La vérité sur les mensonges: les jeunes s'attaquent à la désinformation».

Les visites de membres du CESE dans les écoles nationales sélectionnées se poursuivront jusqu'au 25 mars. En attendant, les élèves vibrent déjà d'enthousiasme à l'idée de participer à cette manifestation les 31 mars et 1<sup>er</sup> avril 2022. **Věra Jourová**, vice-présidente exécutive de la **Commission**, s'adressera aux 99 élèves lors de la séance plénière de

clôture pour saluer les recommandations formulées par l'assemblée des jeunes et pour répondre aux demandes politiques. Pour obtenir davantage d'informations, n'oubliez pas de vous abonner aux réseaux sociaux de «Votre Europe, votre avis!» en cliquant sur le lien suivant:

<https://www.facebook.com/youreuropeyoursay>.

Le programme de la manifestation est disponible [en ligne](#). (ck)

### Rédaction

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)  
Daniela Marangoni (dm)

### Contributeurs à la présente édition

Amalia Tsoumani (at)  
Chrysanthi Kokkini (ck)  
Daniela Marangoni (dm)  
Daniela Vincenti (dv)  
Ewa Haczyk-Plumley (ehp)  
Jasmin Kloetzing (jk)  
Karen Serafini (ks)  
Katharina Radler (kr)  
Katerina Serifi (ks)  
Laura Lui (ll)  
Marco Pezzani (mp)  
Pablo Ribera Paya (prp)  
Thomas Kersten (tk)

### Coordination

Agata Berdys (ab)  
Katerina Serifi (ks)

Technical support  
Bernhard Knoblach (bk)

# Adresse

Comité économique et social européen  
Jacques Delors Building,  
99 Rue Belliard,  
B-1040 Brussels, Belgium  
Tél. +32 25469476  
Adresse électronique: [eescinfo@eesc.europa.eu](mailto:eescinfo@eesc.europa.eu)

CESE info est publié neuf fois par an lors des sessions plénières du Comité. Il est disponible en 23 langues.  
CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.  
La reproduction est autorisée à condition de mentionner la source (CESE info) et d'envoyer un lien au rédacteur en chef.

04/2022